

PQ23.26

P6

V. 2



BIBLIOTECA



LA
POLITIQUE DE LAMARTINE

XXII
SUR L'ADJONCTION
DE LA
LISTE DÉPARTEMENTALE DU JURY

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 15 février 1842.

M. Ducos proposait d'admettre au nombre des électeurs tous les citoyens inscrits sur la liste départementale du jury. M. de Lamartine, défendant cette motion comme un progrès régulier et gradué d'un État démocratique, s'expliqua sur l'appui qu'il avait donné jusqu'ici au parti conservateur. Ce discours a l'importance d'une déclaration de principes, et met en pleine lumière l'évolution normale et toute logique de la conduite politique de M. de Lamartine à la Chambre.

MESSIEURS,

Aux premières paroles de M. le ministre des affaires étrangères¹, j'ai cru, et je m'en suis réjoui, qu'il allait

¹ M. Guizot.

porter cette discussion, la replacer à la hauteur où il lui appartenait si bien de la maintenir et où j'aurais aimé à la voir rester. (*Rumeur au centre.*)

Je dis qu'aux premières paroles de l'orateur auquel je succède, à ces paroles dans lesquelles il annonçait à la Chambre qu'il allait placer le débat à sa véritable hauteur, c'est-à-dire sur le terrain des principes seuls, je me suis réjoui et je me suis senti heureux d'avoir à l'y suivre; mais qu'en écoutant plus attentivement et plus loin l'illustre orateur, je m'étais affligé de le voir quitter trop tôt ce véritable terrain des principes pour s'abaisser... (*Nouveaux murmures au centre*), et il n'y a rien d'offensant pour lui, il a pris le point de la discussion là où son intelligence supérieure, dans l'intérêt de sa position ministérielle, le lui a fait trouver plus utile et plus opportun; je suis bien loin de l'en blâmer, je l'énonce seulement.

Je répète qu'en l'écoutant ensuite, je me suis affligé de le voir redescendre de ces principes pour conduire l'esprit de la Chambre sur les inculpations faites aux esprits les plus purs, aux hommes les plus honorables. (*Réclamations au centre.*)

En écoutant, dis-je, l'illustre orateur, je me suis dit tristement en moi-même : Il en fut presque toujours ainsi toutes les fois que la liberté la plus mûre, la plus mesurée, la mieux préparée, a voulu faire un pas; on lui a prédit ainsi un abîme et une chute.

Ainsi, quand vous avez voulu fonder une démocratie complète, on vous a dit que jamais la démocratie complète n'avait pu se constituer sur l'égalité dans le monde, et que vous alliez être une nation décapitée, sans lumières, sans haute propriété, sans ordre possible. Qu'est-il arrivé? Vous vivez, vous marchez, vous faites l'envie de l'Europe, et, si vous le vouliez jamais, vous feriez encore la terreur de l'Europe. (*A gauche : Très-bien !*) On vous a dit : Vous allez établir la liberté de la discussion, de la parole écrite, du journalisme; mais il n'y aura pas de gouvernement qui

résistera à cet ouragan d'opinions contradictoires, soufflant chaque jour sur le pays. Qu'avez-vous vu? La presse s'user, s'émousser en partie contre les masses d'intérêts solides et d'intelligences éclairées. (*Applaudissements à gauche.*)

Enfin, que vous disait-on quand vous constituâtes la garde nationale? On vous disait : Vous allez armer la sédition, discipliner l'émeute, et mettre les armes à la main à beaucoup de ceux qui auraient intérêt à attaquer la société.

Qu'est-il arrivé encore? C'est que la garde nationale, la nation armée a complètement répondu à toutes les espérances qu'on avait fondées sur elle (*C'est vrai ! c'est vrai !*), et qu'il y a tel jour, ne l'oubliez pas, où la société tout entière n'a reposé que sur les baïonnettes de votre nation armée, de votre garde nationale de Paris. (*A gauche : Très-bien !*)

Eh bien ! il en sera de même, je n'en doute pas, de cette innovation qu'on vous dépeint en ce moment comme si périlleuse ou si petite. Toujours, toujours, il en est ainsi quand on se fie, après examen et réflexion, à la liberté bien organisée : elle trompe, elle trompera tous les pronostics néfastes qu'on jette sur ses conséquences. Savez-vous quelles sont les libertés dangereuses? Ce sont les libertés que le peuple arrache, et non pas celles qu'on lui donne; ce sont les libertés qu'on jette un jour de faiblesse au peuple : ce ne sont pas celles qu'on lui prépare et qu'on lui mesure avec justice, générosité et sagesse, quand l'heure de les lui livrer a heureusement et évidemment sonné ! (*Aux extrémités : Bravo !*)

M. le ministre des affaires étrangères vous a dit : Qu'est-ce que cette réforme insensible? Ce n'est pas là un de ces grands, intimes et profonds besoins d'une société en souffrance dans ses droits méconnus; c'est le caprice, je ne veux pas répéter son mot, c'est le caprice d'une société malade de son bien-être, tourmentée par je ne sais quel

besoin d'innovation sans cause, et qui va chercher ci et là, et comme au hasard, je ne sais quel prétexte de perturbation, soit pour renverser des ministres, soit pour faire bouillonner le caractère français.

Quant aux ministres, Messieurs, je suis heureux de répondre sur-le-champ à M. le ministre des affaires étrangères qu'il connaît mes sentiments pour lui, pour le cabinet; il sait avec quel zèle je l'ai appuyé et je l'appuierai encore dans toutes les questions de gouvernement. Ce n'est pas un ministère qui est aux voix ici, c'est un grand principe. Mais, quant à ce qu'il nous a dit des journaux, des comités, des factions, qu'il me permette de lui répondre plus explicitement.

Il nous dit : Ce sont des journaux, des comités qui vont chercher ces questions dans la rue pour les faire introduire dans la Chambre, et ces questions n'ont en réalité rien de profond, rien d'intime, rien de populaire.

Mais je lui réponds par le fait même : S'il était vrai qu'il n'y eût rien d'intime, rien de sérieux, aucun besoin un peu actif dans les imaginations françaises à l'égard de cette question, est-ce que ces comités dont vous parlez, est-ce que ces journaux qui, depuis plusieurs années... (*Interruption*); est-ce que ces journaux, ces comités s'y tromperaient, comme vous le dites? Pourquoi ces journaux et ces comités vont-ils chercher cette question dans le sein du pays? C'est qu'elle y est (*Réclamations au centre et approbation à gauche*); c'est que ces journaux et ces comités savent très-bien qu'ils touchent là, en effet, une des cordes sensibles de la société, une des conséquences de la révolution française entendue dans la meilleure acception.

Quant aux factions, nous écarterons même la pensée apportée ici par M. le ministre des affaires étrangères. Qu'il parle des factions en dehors de cette enceinte, mais que le nom n'en soit pas prononcé ici! (*A gauche: Très-bien! très-bien!*)

M. DE LAMARTINE. Je dis que si c'était un esprit de faction qui fût suspect d'apporter ici gratuitement des questions semblables à cette tribune, j'ose le dire, appuyé sur ma propre conscience, ma présence seule ici lui répondrait, et non-seulement ma présence à la tribune, mais celle des honorables et illustres orateurs qui m'ont précédé, et celle peut-être aussi de ceux qui me suivront encore. Non, ce n'est pas ici une question de faction; c'est une question de principe, c'est une question d'organisation que nous y traitons sérieusement. (*Très-bien!*)

Et maintenant est-elle aussi petite que la faisait tout à l'heure M. le ministre des affaires étrangères? A cet égard, je serai d'une entière franchise. Oui, dans ses résultats peut-être, dans son application immédiate, la question est petite. La question n'a pas de grands résultats; elle n'apporte pas de modifications sensibles dans la majorité des collèges électoraux, ni dans la majorité de cette Chambre, ni par conséquent dans l'action et dans la conduite du gouvernement. Mais n'y a-t-il donc que des intérêts actuels, immédiats, que des résultats qui se résolvent en changement de cabinet, qui soient des intérêts pour un homme d'État? Non; je dis qu'il y a des intérêts plus grands et plus permanents, et que, pour se prononcer sur ce que M. le ministre appelait tout à l'heure une question si petite, il faut, selon moi, s'interroger profondément, sérieusement, consciencieusement soi-même sur ce qui fait, pour ainsi dire, à cette époque, l'homme tout entier; il faut s'adresser sérieusement cette question : Est-elle ou non un symptôme de progrès? Il faut se dire : Suis-je ou non un homme de progrès régulier, un de ceux qui veulent que le monde politique, moral, social, se transforme sans cesse pour essayer de s'améliorer? Eh bien! je me réponds, et je me suis répondu toute ma vie : Oui, oui, je suis de ces hommes! oui, je suis dévoué âme et vie à cette œuvre, la seule digne qu'on lui consacre son nom et sa peine! oui, je suis un obscur ouvrier de ce travail des nations et des siècles, qui consiste

à déplacer les vieilles choses pour faire place aux nouvelles, pour introduire lentement, laborieusement, prudemment, quelques idées de plus dans la masse compacte et immobile des idées acceptées et des faits stationnaires. (*Aux extrêmes : Très-bien ! très-bien !*)

M. DE LAMARTINE. Et ne vous y trompez pas, Messieurs; c'est parce que je suis progressif de cette façon, que je me crois aussi conservateur que vous, et que je désire le maintien, l'affermissement, l'autorité des gouvernements, pourvu que ces gouvernements, au lieu de s'arrêter sur l'étroit terrain qu'une révolution leur a conquis, veuillent se laisser pénétrer et mouvoir par l'esprit de vie que l'intelligence apporte chaque jour au temps, et consentent à se faire eux-mêmes des machines prudentes de rénovation et de progrès, des véhicules d'idées! C'est à ce titre que je les soutiens, que je suis prêt à les soutenir encore et toujours, et à combattre ceux qui veulent les progrès hors de l'ordre, hors des lois, hors des gouvernements; et il ne sera pas donné à un dissentiment d'un jour de séparer là-dessus des hommes qui ont combattu ensemble pour la cause de l'ordre et du gouvernement. (*Au centre : Non ! non !*)

M. DE LAMARTINE. Je dis, plus encore que le préopinant, que les lois électorales sont très-délicates à toucher. Je dis que ce sont plus que des lois, que ce sont presque des chartes. Passez-moi, si je l'ose, un mot plus vrai et plus fort : les lois électorales sont en quelque sorte les dynasties de la souveraineté nationale. (*Murmures au centre.*)

M. le ministre des travaux publics ¹ paraît s'élever contre ce mot; eh bien! ce n'est pas contre moi que vous murmurez, Messieurs, c'est contre Montesquieu. C'est lui qui le dit autrement dans l'*Esprit des lois* : « Il est aussi important de régler par qui les suffrages du peuple doivent être donnés, que de régler quel sera le monarque. » Je ne dis donc rien de trop. (*Marques d'adhésion à gauche.*) Je

1. M. Teste.

n'ai pas été si loin que Montesquieu. (*Mouvements en sens divers.*)

Mais est-il vrai cependant que nous devons tant nous effrayer des conséquences d'une modification si graduée, et que la portée des lois électorales, en France, soit ce qu'on se la figure au premier aspect?

Pour me rendre bien compte à moi-même de l'effet que les lois d'élection ont sur un peuple et de la nature d'influences que telle ou telle modification électorale apporte dans les actes politiques, et pour éclairer mon vote ou même ma parole dans la délibération, j'ai fait un travail immense : j'ai dressé, pour mon enseignement personnel, un tableau complet des lois d'élection qui ont régi la représentation nationale, depuis le 5 octobre 1788, jour où fut élue l'assemblée des notables, jusqu'au jour où M. Ducos nous présente sa proposition. Et ce tableau n'est pas seulement statistique, il est logique; c'est-à-dire qu'au bas de chaque loi électorale sont enregistrés les principaux actes qui furent l'œuvre des corps politiques, créés eux-mêmes par ces systèmes électoraux. C'est l'élection en relief, l'élection jugée par ses œuvres, une carte politique de l'élection. D'un coup d'œil, on y parcourt le monde de l'opinion. Je vous dirai dans un moment ce qui en résulte pour moi.

En 1788, la nation est encore divisée en castes : noblesse, clergé, tiers état; ce sont les corps qui nomment, ce ne sont pas les individus. Les deux corps privilégiés nomment directement; le peuple, lui, a l'élection indirecte. Les garanties sont dans les castes, dans les corporations, dans les intérêts collectifs représentés, dans les degrés que l'élection parcourt depuis les assemblées primaires jusqu'au quart des assemblées de bailliages. Que sort-il de cette élection si hiérarchique et si réglée? Il en sort la révolution française : le débordement d'égalité et de liberté. Et pourquoi en sort-elle? C'est qu'elle y était, c'est qu'il n'y a pas de formes, de garanties, de degrés qui puissent empêcher d'éclorre ce qu'une nation a conçu au moment d'une de ces crises

où des injustices accumulées et des espérances passionnées lui apportent, par les mains mêmes de ses maîtres, la justice et la réparation.

Le 22 décembre 1789, l'Assemblée nationale fait la loi électorale de la révolution. L'élection est indirecte.

La loi de 89, où tant de conditions, de degrés de cens, de sécurité avaient été formulés, que produit-elle? L'Assemblée législative, la désorganisation du royaume, la déchéance du roi, le 10 août! Enfin la Convention en sort! la Convention, et, avec elle, les désordres, les spoliations, la guerre, la mort du roi, le meurtre alternatif de tous les hommes éminents, qui semblent ne monter au pouvoir que pour passer de plain-pied à l'échafaud.

La Convention fait les lois électorales; aussi elle abaisse, elle annule presque le cens jusqu'à trois journées de travail, et à 10 fr. pour cens d'éligibilité. Eh bien! de la sorte, sous le directoire, un commencement de réorganisation, de réaction gouvernementale... (*Vives réclamations au centre.*)

On me conteste le mot, je le maintiens. On me dit que le directoire n'a pas amené un système d'amélioration dans l'ordre politique. Où en était-on avant lui? A la guerre universelle, aux échafauds, aux proscriptions. Où en étiez-vous après le directoire? A trois ou quatre traités avec les puissances étrangères, à la fermeture des clubs, à la répression de la presse. Eh bien! voilà ce que j'appelle des commencements de réorganisation, des rétablissements de l'ordre. (*Bruit.*)

Et enfin, si vous allez plus loin, vous trouvez que ces mêmes conditions électorales, par l'organe des corps politiques qu'elles avaient élus, ont amené le consulat avec rétablissement complet de l'administration en France, et plus tard l'empire avec la réorganisation, non-seulement de l'ordre, mais du despotisme glorieux qui pesa si longtemps sur notre pays en l'illustrant par la guerre.

Voilà, Messieurs, quels sont les enseignements qui ressortent de l'examen approfondi des lois d'élection de votre

pays. Qu'y voyez-vous? Vous y voyez presque toujours les faits marcher en raison inverse des soi-disant principes électoraux; vous voyez que, bien loin d'amener des résultats corrélatifs avec les principes électoraux, les élections étaient perpétuellement déjouées, étaient perpétuellement faussées dans les résultats, et par quoi? Par quelque chose de plus fort que toutes les conditions électorales dont on nous fait peur, par l'esprit public, par l'opinion publique; qu'en un mot, le grand électeur en France ce n'était pas l'élection, ce n'était pas le cens, ce n'étaient pas toutes ces conditions dont on vous alarme: c'était l'opinion, c'était la réaction de l'esprit public. Voilà le seul enseignement que nous donne l'histoire. (*Aux extrémités: Très-bien! très-bien!*)

M. DE LAMARTINE. Eh bien! Messieurs, pour répondre encore aux pronostics fâcheux apportés à cette tribune par M. le ministre des affaires étrangères et par les honorables orateurs qui l'ont devancé, je me suis fait à moi-même, quant à la question présente, immédiate, quant à celle qui nous occupe, je me suis fait le même tableau, le même enseignement; je me suis demandé, avant de me permettre d'avoir un avis, quel pouvait être le résultat du vote que j'allais porter. Le voici:

J'ai recherché dans mon département (*Exclamations au centre*) de combien l'élection serait modifiée, influencée, altérée par les adjonctions, et c'est un département où les professions sont nombreuses, les capacités électorales de M. Ducos très-multipliées, un département qui est le seizième comme population, un des premiers comme impôt. Eh bien! quels sont les chiffres? 4,320 électeurs anciens, 199 capacités, un dix-septième! Cette statistique faite avec soin, homme par homme... (*Murmures et interruption au centre.*)

J'ai compris le murmure; il prouvera une fois de plus à la Chambre que le murmure ne doit pas précéder la

phrase, mais tout au plus la suivre. (*Aux extrémités : Très-bien !*)

Croyez-vous donc que j'aie l'intention, comme vous l'avez pensé, de venir scruter ici les consciences, les convictions? Loin de moi une aussi coupable pensée!

J'ai dit que la statistique a été faite homme par homme, profession par profession, et qu'il en résultait, quant aux probabilités d'attachement au gouvernement ou d'attachement à l'opposition, signalées par classes et par professions, ceci : que les professions qui donnaient le plus de garanties à l'esprit conservateur, dans le pays, y étaient en majorité de 93 sur 88. Voilà, Messieurs, la vérité, et il n'y avait pas là de quoi murmurer d'avance. (*Bruit.*)

Eh bien ! dans ce nombre, vous compterez avec moi, je l'espère, soixante et tant de notaires dépositaires de la confiance publique, de la fortune mobilière du pays; vous compterez ces officiers en retraite dont on vous parlait avec tant de justice et tant d'honneur, qui ont donné non-seulement des preuves de bravoure, qui ont versé leur sang, mais qui ont fait, dans la mâle discipline de l'armée, l'apprentissage de l'esprit de gouvernement par excellence; car l'esprit de discipline et l'esprit d'ordre, dans le gouvernement, ce sont des esprits fraternels qui se rencontrent presque toujours ensemble. L'honneur, l'ordre et l'obéissance s'accordent très-bien dans l'armée. Voilà, Messieurs, les résultats effrayants qu'on voudrait vous peindre comme un cataclysme politique... (*Bruit.*) La peur même sourirait du fantôme.

M. TASCHEREAU. Si un ministre était à la tribune, M. le président réclamerait le silence.

M. LE PRÉSIDENT ¹. Le président réclame le silence pour l'orateur, comme il l'aurait réclamé pour l'orateur qui a précédé.

J'invite l'orateur à attendre que le silence soit rétabli,

1. M. Sauzet.

sans quoi je suspendrai la séance plutôt que de laisser continuer la délibération au milieu du tumulte. (*Agitation.*) Oui, Messieurs, c'est au nom de la liberté de discussion que je le dis.

M. DE LAMARTINE. Messieurs, je ne veux pas conclure de ce que je viens de dire qu'il faille nous désintéresser complètement de la question que je regardemai-même comme sérieuse plus que qui que ce soit.

Elle touche en effet, comme je l'ai dit au commencement, aux dogmes politiques les plus essentiels; elle touche à la question, au mystère, au problème même de la souveraineté et des droits représentatifs qui en dérivent.

Ai-je besoin de dire que, quant à moi, je ne crois ni à la souveraineté du droit divin dans les familles, qui leur donnerait la possession même des peuples, ni à la souveraineté directe du peuple, qui ne serait que la souveraineté du nombre, ni même à la souveraineté de la raison, qui ne serait que la tutelle hardie de la raison générale prise par quelques-uns? (*Mouvement.*)

Plus j'ai étudié l'histoire, plus je suis resté convaincu qu'il n'y a qu'une seule et vraie souveraineté : la souveraineté de la société organisée, la souveraineté de ce droit véritablement divin, qui fait que les hommes sont destinés à vivre en sociétés politiques, sous diverses formes appropriées aux lieux, aux temps, aux mœurs, pour accroître ainsi la somme de force, de bonheur et de vertu assignée par Dieu aux peuples! Voilà ma foi! N'est-ce pas reconnaître que cette souveraineté n'est ni en haut, ni en bas, ni au milieu, mais partout; oui, partout, dans la proportion, dans la vérité des capacités qui l'exercent? Oui, ce droit qui repose ainsi dans chaque individu, dans une certaine proportion, ce droit souverain existe; mais, pour être converti en fait, il a besoin d'un moyen : ce moyen, c'est la loi politique, c'est la souveraineté exprimée, ce sont les lois d'élection!

Eh bien! examinons-nous. Pourquoi avons-nous ren-

versé trois trônes, une aristocratie, un clergé, des castes, des corporations? Pour une seule chose, Messieurs, pour individualiser notre société politique, c'est-à-dire pour donner à chaque individu des droits personnels, une liberté, une action, des facultés personnelles qui, dans le régime ancien, n'appartenaient qu'aux corps! Le vote par tête, conquis en 1789, ce fut à la fois le symbole et la date de cette restauration de la souveraineté dans l'individu! le vote par tête, ce fut la majorité donnée au peuple! Quand le tiers état, après le serment du Jeu de Paume, se retira, comme le peuple de Rome sur le mont Aventin, il n'en redescendit qu'avec le vote par tête, et la révolution fut acceptée! (*Vif assentiment à gauche. — Rumeur et chuchotements au centre.*)

En résulte-t-il que je veuille l'application instantanée, rigoureuse, directe, de ces principes de la souveraineté théorique à l'élection de mon pays, et l'application dans chacun des individus qui le composent! Non, cela n'en résulte pas. Mais il en résulte que la loi, expression de la volonté générale, doit être le moyen le mieux adapté pour faire rendre à chacun des intérêts et à chacune des intelligences dont la société se compose sa part et sa proportion de souveraineté dans les élections.

Voilà quel est le principe, et ce principe est tellement vrai, bien qu'il vous fasse sourire aujourd'hui, que c'est pour lui, pour sa réalisation, que vous avez eu la grande révolution qui nous a précédés d'un demi-siècle. Oui, le sens tout entier de la révolution de 1789 a été d'enlever les élections aux corps, aux privilèges, aux corporations, aux castes, pour les individualiser, pour les reporter dans les individus, à certaines conditions de garantie, de solidarité sociale et de lumière; la révolution française n'a pas eu un autre sens. Le vote par tête, qui a été la première et la grande conquête de la révolution, n'a pas une autre signification que celle-là. Je vous le répète, le vote par tête, ce fut la conquête des droits de la nation.

Eh bien! si vous oubliez ce grand sens de la révolution dans votre loi électorale, si vous l'omettez jusqu'à un certain point d'injustice, vous marchez contre le courant même des idées qui vous ont portés au pouvoir (*Approbatton à gauche*), et certaines classes, certains droits, certaines lumières sont en souffrance.

Maintenant, est-ce le moment de toucher profondément à ces questions? est-ce le moment, comme on le demandait tout à l'heure, de venir faire pour ainsi dire l'interrègne de l'ordre social en France, de venir apporter à cette tribune, pendant cet interrègne qui ne profiterait qu'aux factions, car elles n'en ont jamais, elles! des questions qui soulèvent le peuple tout entier?

Je dis : non; je dis non avec l'honorable M. Ducos et avec l'honorable M. Dufaure. Ce n'est pas le moment? Et pourquoi n'est-ce pas le moment? Ce n'est pas telle ou telle raison tirée de telle ou telle émotion; ce n'est pas seulement par la crainte de la commotion intérieure qui pourrait en résulter, c'est par quelque chose de plus grave, de plus patriotique à la fois.

Je dirais : « Non, je ne l'accepte pas! » si on le proposait à la discussion aujourd'hui. Et pourquoi ne le dirais-je pas? Les considérations puisées dans le patriotisme sont-elles moins fortes que celles qui sont puisées dans l'ordre intérieur? Je ne le voudrais pas, parce que la France n'a pas encore repris en Europe la situation, l'aplomb, la sécurité complète qu'elle doit y avoir un jour, et que, dans l'état d'incertitude, de trêve, plutôt que dans l'état de paix où nous sommes en France vis-à-vis de l'étranger, je ne voudrais pas soulever une question si dangereuse. Je ne voudrais pas que personne assumât ici la responsabilité de faire prendre la France en flagrant délit d'imprudence par l'étranger, et de lui faire faire, devant la coalition morale qui existe en Europe contre elle, une marche de flanc qui nous exposerait au désordre et dont nos ennemis pourraient profiter.

Voici ma raison; mais ma raison, c'est le pays tout entier, c'est le patriotisme lui-même. (*Mouvement.*)

Maintenant, Messieurs, encore un mot. J'arrive aux considérations développées hier par l'honorable M. Ducos, et je ne les développerai pas de nouveau; mais qui de vous n'a pas senti la puissance de ces considérations? qui de vous n'a pas senti que si la propriété était en effet salutairement, raisonnablement, une condition, une garantie, une preuve de solidarité avec l'ordre politique et social, elle n'était pas la seule, et qu'en dehors de la propriété visible, matérielle, que vous voulez prendre comme le seul signe de capacité politique, il existait beaucoup d'autres garanties, des garanties morales, intellectuelles, des garanties de famille, d'association de tout genre avec l'ordre social, et qui intéressent autant et plus que cette propriété, que ce signe visible, que ce matérialisme politique? Qu'est-ce donc qu'un système électoral où Mirabeau et Pitt n'auraient pas voté? car leur pays paya leurs funérailles à l'un et à l'autre. Qu'est-ce donc qu'un système électoral où la pensée qui remue le monde, qui renverse ou qui affermit les empires, n'aurait pas le droit d'exprimer la cinq-centième partie d'un suffrage dans la cinq-centième partie du royaume? Eh bien! je dis qu'il y aurait une haute injustice et en même temps une haute imprudence, qu'on me permette le mot, à exclure de leur ordre naturel des hommes qui ont, dans la pensée publique, toutes les garanties, toutes les capacités qu'on vous signale, et d'autres encore, et à laisser ainsi des forces réelles hors du cadre légal. Le danger le plus grand, dirai-je aux adversaires de M. Ducos, c'est de laisser dans la main et dans la cause des factions un droit légitime et incontesté par la raison du pays: c'est avec ce droit qu'on leur dispute qu'elles se font une arme pour attaquer et ensuite pour renverser plus tard le gouvernement. (*Très-bien! très-bien!*)

Messieurs, l'impatience de la Chambre me fait une loi de terminer.

M. GAUGUIER. Parlez! parlez! vous êtes dans le vrai. (*Rire général et prolongé.*)

M. DE LAMARTINE. Messieurs, l'impatience de la Chambre, je le répète et je le comprends, me fait une loi de terminer ce que je désirais lui dire avec plus d'étendue. Je sais bien que je suis dans le vrai. Si je ne me croyais pas dans le vrai, je n'aurais pas le courage d'affronter volontairement, et je dirai avec joie, l'animadversion d'une Chambre presque entière. (*Vives dénégations aux extrémités.*) Oui, je me sens profondément dans le vrai, et ce qui m'étonne, c'est que ceux qui m'interrompent, qui étouffent ma voix sous leurs murmures (*Oui! oui! — Non! non!*), c'est que ceux qui étouffent ma voix sous leurs murmures ne sentent pas que j'accepte, que j'accomplis un rôle pénible de ma conscience de député, et que s'il y a des vérités difficiles, pénibles pour eux à entendre, il y en a d'autres qui sont aussi pénibles à leur apporter malgré eux.

Mais, Messieurs, je dis que les murmures ne m'étonnent que jusqu'à un certain point; que je comprends les résistances qu'éprouvent, dans une assemblée politique, des innovations de cette nature, bien qu'elles soient sans aucun péril, mais parce qu'elles semblent ouvrir une issue à quelque chose d'inconnu; je dis, Messieurs, que dans tous les corps politiques, on accepte avec peine et on a rarement accepté du premier coup des innovations de ce genre. Mais j'ajoute qu'aucune innovation cependant n'est arrivée, devant un corps politique, avec plus de garanties et moins de périls; elle est une innovation, voilà son tort. (*Murmures et bruits.*)

Mon Dieu! il y a de tout temps et partout des hommes bien honorables, bien intentionnés, mais bien aveugles dans les corps politiques, dans les majorités: ce sont ceux qui se refusent à tout examen des choses nouvelles, quoique bonnes, mûres et préparées. (*Nouveaux murmures au centre.*)

C'est en vain que les pouvoirs s'altèrent, se décomposent, se dénaturent, que les forces morales mêmes du pays

se corrompent, se démoralisent, s'abandonnent sous leurs yeux : ils ne veulent pourvoir à rien ; ils se cramponnent immobiles et toujours tremblants à quoi que ce soit ; ils saisiraient même le fer chaud d'un despotisme pour se préserver de la moindre agitation ; ils ne voient qu'un seul mal pour eux, le mouvement, qu'un seul danger pour les institutions, le mouvement. On a beau avoir loyalement servi ces hommes intimidés dans tous leurs intérêts légitimes ; on a beau s'associer à eux dans tous les jours de combats et de luttes (*Bravo ! bravo ! aux extrémités*), dans ces combats que les gouvernements doivent livrer de temps en temps aux factions ; on a beau les défendre et périr avec eux pour préserver ou la paix du monde ou les prérogatives constitutionnelles du pouvoir autour duquel ils se réfugient dans les tempêtes ! Tout cela est perdu. (*Longs applaudissements à gauche.*)

Vous pouvez avoir leur estime ; mais, du jour où vous leur proposerez une mesure d'innovation, la plus prudente, selon vous, la plus sage, la plus avantageuse à l'esprit conservateur du gouvernement (*Réclamations au centre*), de ce jour-là vous êtes leur ennemi. *A gauche : Oui ! oui ! c'est cela !*

Eh ! mon Dieu ! il y en a à toutes les époques : en 89, en 1815, en 1830, aujourd'hui. C'est de l'histoire que je raconte ; ce n'est pas de la personnalité que je vous fais. (*Bravos aux extrémités.*)

S'il y avait de pareils hommes ici, et plutôt à Dieu qu'il ne s'en trouve jamais de ces hommes, à d'autres époques que l'on pourrait marquer de quelque chiffre sinistre à cause de leurs fautes... (*A gauche : Très-bien ! très-bien !*)

M. DE LAMARTINE. Oui, s'il y avait de ces hommes dans le pays, s'il y en avait même ici, c'est à eux que je m'adresserais surtout, c'est à eux que je dirais : Daignez me croire, daignez ajouter quelque foi aux grands intérêts d'ordre, de famille, de propriété, de conservation que nous avons en commun, et à quelques années de périls et de

combats passées ensemble pour les mêmes causes : ne vous refusez pas aujourd'hui à l'amélioration bien modérée qu'on vous demande, ou plutôt offrez-la vous-mêmes !

On dirait, à les entendre, que le génie des hommes politiques ne consiste qu'en une seule chose, à se poser là sur une situation que le hasard ou une révolution leur a faite, et à y rester immobiles, inertes, implacables... (*Vive approbation à gauche.*)

Oui, implacables à toute amélioration ! Et si c'était là, en effet, tout le génie de l'homme d'État chargé de diriger un gouvernement, mais il n'y aurait pas besoin d'homme d'État : une borne y suffirait ! (*Mouvement général et prolongé.*)

N'écoutez pas ces conseillers de la peur. Il n'y a rien de si imprudent que la peur ! Il n'y a rien de si ruineux que cette éternelle résistance à tout prix, même au mieux ! Non, ce n'est pas là le génie de l'homme d'État, ni son devoir !

Combattre quelquefois jusqu'à la mort pour les institutions jurées, sacrées, que la société nous confie, et dans lesquelles elle s'abrite ; plus souvent innover, corriger, développer, améliorer, voilà le grand ministre ! La stratégie politique ne consiste pas seulement à défendre une vieille position, mais à en prendre de plus fortes, de plus hardies, de plus avancées, et à couper ainsi la route à la république, aux factions, aux révolutions qui marchent toujours en avant !

Je n'ai à ajouter qu'un seul mot.

Vous avez inscrit trop longtemps sur votre drapeau : « Résistance et toujours résistance. » Je le comprends. Pendant les premières années de la révolution de Juillet, et jusqu'en 1834 surtout, l'œuvre unique, principale, était de résister et de combattre. Vous l'avez fait, vous l'avez fait utilement, glorieusement, à l'éternel honneur de cette Chambre, de cette majorité des trois pouvoirs et du règne lui-même. Mais passé 1834, mais dans les années où nous

sommes arrivés depuis, il s'est présenté une foule de questions sur lesquelles les hommes d'État qui dirigent la majorité politique du pays pouvaient avoir un avis plus hardi et plus utile à la France. Ce n'est pas le moment de traiter ce point; je laisse cette question, elle reviendra ailleurs. Je m'adresse en finissant à M. le ministre des affaires étrangères.

UNE VOIX. Il n'y est pas.

M. DE LAMARTINE. Peu importe qu'il n'y soit pas! son discours est là, et c'est à son discours que je réponds! (*A gauche : Très-bien ! très-bien !*) Je m'adresse aux paroles de M. le ministre des affaires étrangères et à lui-même s'il y était, et je lui dis : Vous, ministre des affaires étrangères de votre pays, vous qui êtes chargé plus spécialement d'avoir l'œil ouvert sur les périls extérieurs de la France, ne vous êtes-vous pas rendu compte du sentiment public qui, depuis un certain nombre d'années, contriste, oppresse l'imagination même de ce pays? (*En ce moment, M. le ministre des affaires étrangères rentre dans la salle.*)

C'est à vous que je m'adressais, Monsieur le ministre.

VOIX AU CENTRE. Recommencez.

M. DE LAMARTINE. Je dis, et M. le ministre ne me démentira pas, je dis qu'il y a en France un certain sentiment, pénible pour le gouvernement, honorable, glorieux pour la nation, un certain sentiment qui contriste l'opinion publique; je ne dirai pas un sentiment d'abaissement de la France, la France ne sera jamais abaissée, mais le sentiment de nos intérêts froissés, murés dans le monde européen d'aujourd'hui : je dis que ce sentiment pèse et vibre fortement sur la fibre publique, et que ce n'est pas dans un moment pareil que celui qui préside aux affaires extérieures de son pays doit se désintéresser complètement d'une impression si nationale! Je dis que ce n'est pas le moment de nous dire : N'accroissez pas, n'irritez pas les pulsations de cette fibre publique qui pourrait réveiller la

nation, quelquefois trop endormie sur ses intérêts du dehors. (*Murmures au centre.*)

Ne la faites pas vibrer surtout dans cette classe que vous appelez intelligente, politique, mobile, plus impressionnable que la classe territoriale peut-être. Eh bien ! moi qui veux la paix, qui l'ai prouvé ici avec assez d'énergie, mais qui ne veux pas que la France soit subalternisée dans les conseils de l'Europe (*Applaudissements aux extrémités*), qui ne veux pas que mon pays ait moins que sa place dans le monde...

M. GUIZOT, ministre des affaires étrangères. Cela sera, cela n'a pas cessé d'être !

M. DE LAMARTINE. Je répète que, dans l'intérêt de ce grand pays, vous ne devriez pas repousser si aisément une proposition dont l'effet, un des effets, selon moi, serait de recruter dans le corps électoral ces forces vives, actives, patriotiques, qui présenteraient plus d'énergie à vos rivaux du dehors, plus d'impulsion aux corps politiques, contre les périls que la coalition sourde du monde européen peut faire traverser à la nation (*Bravos à gauche*); proposition sans péril, je le redis encore, puisqu'elle ne vous reviendrait qu'après toutes les épreuves des autres pouvoirs, et modifiée par vos propres commissaires.

Ne craignez pas vos propres forces quand elles seront entrées dans la sphère de la loi politique : fiez-vous plus à ces conditions, à ces garanties qu'elles vous offrent par leur intérêt et par leurs lumières; frappez sans crainte, frappez du pied votre sol électoral, pour en faire sortir, non des forces matérielles de plus, le patriotisme de ses enfants ne manquera jamais à la France, mais pour en faire sortir une classe entière et respectable de citoyens qui apportent dans l'élection, avec un principe de vie qui la quitte, le respect et l'amour des lois politiques de leur pays, auxquelles ils auront concouru ! (*Très-bien ! — Vive approbation aux extrémités.*)